

FLASH INFO

www.solidairesfinancespubliques.org

solidairesfinancespubliques.ddfip01@dgfip.finances.gouv.fr



LE 8 MARS, JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES !

- **Les inégalités salariales persistent et les inégalités au travail restent légions** : temps partiels, congés parentaux essentiellement pris par les femmes, carrières moindres, métiers féminisés dévalorisés avec les salaires les plus bas...
- **Les inégalités à la retraite** s'aggravent au fil des réformes régressives... et le gouvernement envisage de nouvelles réformes sur les droits familiaux et conjugaux ! Vers la fin des mesures compensatoires et les pensions de réversion ?
- **Pour le droit à choisir d'avoir un enfant ou pas** : **l'avortement est menacé de par le monde**, et en dégradant les services publics, en publiant un décret contraignant pour les sages-femmes qui veulent pratiquer des IVG instrumentales, ce gouvernement limite de fait l'accès à l'IVG. Dans le même temps il nous parle de « réarmement démographique »... Au lieu de politique nataliste au relent vichyste, le gouvernement devrait prendre à bras le corps la question des inégalités femmes/hommes, et des manques de crèches !
- **Stop aux injonctions contradictoires sur les corps des femmes** ! Trop couvertes ou pas assez, trop minces, grosses, grandes, etc., c'est le contrôle permanent !
- **Au quotidien, les femmes et minorités de genre subissent les violences sexistes et sexuelles** en plus des violences économiques. Les doubles discours sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles continuent (cause nationale... et soutien d'agresseurs sexuels).
- **Les femmes sans papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations**, épuisées par les conditions de travail dans lesquelles elles exercent leurs métiers et la loi immigration va considérablement aggraver leur situation.
- **Les femmes handicapées subissent d'autant plus toutes ces violences et inégalités.**
- **Les femmes doivent souvent « souffrir » en silence...** avec des traitements médicaux inadaptés et un vide sur la recherche médicale quant au genre.
- **Les discours de l'extrême droite et réactionnaires gagnent du terrain** : discours de haine qui pointent les étrangers comme boucs émissaires des violences faites aux femmes, une petite musique sur le retour des femmes au foyer.
- **Des groupes réactionnaires stigmatisent toutes les tentatives d'éducation non sexiste et/ou à la sexualité**, seule manière de combattre le patriarcat à la base !



SOLIDAIRES REVENDIQUE !

- Une augmentation immédiate des salaires privés et dans le public et la revalorisation dans tous les métiers féminisés : éducation, santé, soins, commerce, nettoyage, etc., des moyens et des sanctions réelles pour les entreprises et administrations qui ne réduisent pas ces inégalités !
- Un partage du congé parental mais qui soit mieux rémunéré et d'une durée suffisante plutôt qu'un congé de naissance !
- La suppression des dernières réformes des retraites, particulièrement régressives pour les femmes et un retour à la retraite à 60 ans et 37,5 annuités.
- Le droit à disposer de nos corps et de faire des enfants ou pas !
- La constitutionnalisation de l'avortement mais avec de vrais moyens pour y accéder et sans culpabilisation des personnes qui avortent.
- Un vrai service public de la petite enfance et de prises en charge de la dépendance !
- Le droit d'être libres de nos choix vestimentaires, de nos corps, à vivre nos identités de genre et nos sexualités.
- 3 milliards pour se donner les moyens d'une vraie lutte contre les harcèlements sexuels, les féminicides, et toutes les autres violences faites aux femmes au travail et partout !
- D'intégrer le prisme du genre, comme celui du handicap à toutes les politiques publiques.
- De nouveaux droits : d'avoir des traitements et une recherche médicale propre aux femmes, des droits nouveaux en termes de congés hormonaux pour toutes les femmes.
- Une éducation non sexiste et qui pointe les discriminations de toute nature !



Manifestation le 8 mars 2024

à 14h30 au départ de la Préfecture

puis rassemblement à la MCC à Bourg-en-Bresse

